Au premier rang, de g. à dr.: Osende Afana, Abel Kingué, Um Nyobè, Félix Moumié et Ernest Ouandié, membres de l'Union des populations du Cameroun.

DOCANCIENS/DOCPIX.FR

Livre
Assassinats ciblés

Qu'ont en commun les morts brutales de Lumumba, d'Um Nyobè, de Moumié et de Boganda? Pour l'historienne Karine Ramondy, la même logique de neutralisation était à l'œuvre.

CLARISSE JUOMPAN-YAKAM

Fin des années 1950, aux premières heures des indépendances. Alors que l'euphorie s'empare des capitales africaines, plusieurs leaders politiques sont éliminés. Dans l'ouvrage *Leaders assassinés en Afrique centrale 1958-1961. Entre construction nationale et régulation des relations internationales* (éd. L'Harmattan, 2020), l'historienne Karine Ramondy revient sur le destin tragique de quatre figures de proue des indépendances en Afrique centrale, éliminées entre 1958 et 1961. L'éphémère Premier ministre congolais, Patrice Lumumba, dissous dans la soude par des séparatistes du Katanga épaulés par des hommes de main belges. Les indépendantistes camerounais Ruben Um Nyobè – abattu d'une balle dans le dos par l'armée française, en pleine forêt équatoriale – et Félix-Roland Moumié – empoisonné au thallium à Genève, en Suisse. Peut-être aussi le Centrafricain Barthélémy Boganda : il n'est pas exclu que le crash de l'avion dans lequel il a perdu la vie ait été un attentat. C'est d'ailleurs l'une des révélations du livre de Karine Ramondy : une analyse récente d'un document essentiel – le « rapport Bellonte » – lui a permis de relever des manquements qui exigeraient la réouverture d'une enquête.

La chercheuse évoque un « moment d'accélération de l'Histoire où [les ex-puissances coloniales] redoutaient de perdre leurs acquis » et pointe une certaine impunité pour ces crimes qui s'inscrivent dans un continuum de violences remontant à la colonisation.

Si elle est la première à réunir dans un même ouvrage des parcours jusqu'alors étudiés séparément, c'est, confesse-t-elle, pour démontrer qu'« il y avait des processus, des réseaux et des acteurs communs qui œuvraient ensemble, dans le même sens, quelles que soient les colonies en jeu et quelles que soient les métropoles en train d'y perdre leurs acquis. »

Une entreprise concertée, donc. États, entreprises, services secrets, organismes internationaux… Tous concourent à la descente aux enfers des « condamnés ». L'universitaire en veut pour preuve les calculs des États-Unis ou de l'Union soviétique – pourtant réputés anticolonialistes – et les manœuvres scélérates des ex-colonisateurs pour maintenir le statu quo, par exemple au sein des Nations unies, qui ont joué un rôle trouble.

Surveillance étroite

Au Conseil de tutelle de l'ONU, les ex-puissances coloniales usent en effet de leur pouvoir pour neutraliser les revendications nationalistes. Ramondy fait état d'une circulaire secrète dans laquelle elles se promettent de bloquer toute tentative d'émancipation « rapide ».

Les nationalistes sont quant à eux censés s'exprimer devant la Quatrième commission de l'Assemblée générale des Nations unies, qui étudie notamment l'état d'avancement des indépendances et des autonomies. Mais s'y rendre relève de la gageure, entre refus de passeport et surveillance étroite des services secrets à New York… Quelques-uns, comme Um Nyobè, y parviendront tout de même et en tireront un réel prestige. →

→ Quid de la solidarité des autres leaders panafricanistes ? « Certains voudraient l'imaginer, mais elle n'a pas existé dans les faits », insiste Ramondy. Lorsque Lumumba est fragilisé, Frantz Fanon, son « frère », n'est pas très présent. Bien souvent, la realpolitik prend le dessus. Félix Moumié renoncera ainsi à créer un gouvernement provisoire camerounais au Congo. Certains historiens accusent aussi Houphouët-Boigny (francophile notoire) d'avoir entravé le travail des leaders panafricanistes en encourageant la balkanisation de l'Afrique au profit de ses seuls intérêts.

Lynchage médiatique

L'ouvrage de Ramondy dévoile aussi la tragique lucidité des « pères de la nation », leur isolement et leur désenchantement croissants, la conscience de leur fin rendue inévitable. Avant de les faire disparaître, les ex-colonisateurs ont tenté de les museler en les soumettant à des tracasseries judiciaires, en les diabolisant ou en les lynchant médiatiquement, grâce à la connivence entre milieux politiques et journalistiques. La liste de sobriquets dont les journaux affublent Lumumba en dit long : « Premier nègre d'un soi-disant État », « Le nègre à barbe de chèvre »… Barthélémy Boganda, « cet indigène qui se prend pour un Blanc », est « l'abbé défroqué », Ruben Um Nyobè, « le sorcier-panthère ». On disserte sur « leur incompétence, liée à leur crédulité ou leur naïveté présumée qui confinerait parfois à la bêtise ». On raille « leur obsession de la femme blanche ». Tout est bon pour tenter de les exclure de la sphère politique, y compris la rumeur annonçant leur mort. Rien n'y fait.

Alors, on les traque. « Certains leaders étudiés ont été chassés comme des animaux », écrit encore Ramondy. L'historienne rappelle les propos du

Barthélémy Boganda, dans les années 1950. AFP

colonel Jean Lamberton visant Um Nyobè, qui s'est terré dans le maquis pendant trois ans après l'interdiction de son parti, l'UPC, le 13 juillet 1955 : « En forêt, se cachent la bête féroce et l'homme criminel. »

La suite, on la connaît. Le tueur de Félix Moumié, William Bechtel, a pisté sa proie durant de longs mois avant de l'empoisonner, l'approchant pour la première fois à Accra, au Ghana, en 1958. Ce n'était pour lui qu'une affaire à régler parmi tant d'autres : à la même période, il mettait en place des plans d'action dirigés contre des militants du FLN algérien ou leurs avocats.

De tous ces leaders assassinés, le plus traqué aura été Patrice Lumumba, poursuivi par toutes les grandes agences de renseignements. En effet, loin d'être exclusivement une affaire belge ou française, le Congo et le Katanga constituaient « des espaces convoités par les Américains et les Anglais ».

Les grands pays ont eu raison de leurs proies. Ils les ont non seulement supprimées, mais ils ont aussi effacé toute trace de leur existence, après avoir fait subir à leurs corps les pires sévices. Confisqué par l'État, celui de Ruben Um Nyobè a été immergé dans un bloc de béton. De celui de Lumumba, Gérard Soete, le commissaire de police belge qui a confessé s'en être chargé, affirme qu'« il n'en restait presque plus rien, seules quelques dents ». Quant à Moumié, une chaîne de télévision a filmé en 2003 la macabre découverte en Guinée-Conakry, par son épouse, de sa tombe vide : le cercueil avait disparu. Hormis Boganda, aucune des victimes de ces assassinats n'a eu de sépulture digne.

« Les puissances coloniales voulaient ainsi couper court à toute héroïsation des leaders nationalistes, affirme Ramondy. Détruire ces corps est un geste politique. » Contre toute attente, elles ont contribué à la fabrication d'icônes. « On ne peut pas ensevelir la mémoire. Celle de cette époque-là a été transmise au moyen de chants, de récits… »

Réels traumatismes

Mais comment comprendre que les gouvernements africains concernés ne ramènent pas ces corps à leur juste place ? Comme s'ils continuaient de gêner. Comme si on refusait d'admettre que ces hommes ont une importance mémorielle inestimable. Dans les pays de ces leaders disparus, ces tragédies ont généré de réels traumatismes. C'est un peu comme si une histoire s'achevait avant même d'avoir débuté. Et la question qui revient en creux est celle de l'impact de ces assassinats sur le devenir de ces États. Comment dès lors construire l'après ? Comment faire nation ? Au regard des turbulences qui agitent cette région, la question reste ouverte.

Karine Ramondy aurait aimé étudier d'autres disparitions, comme celle du Togolais Sylvanus Olympio, assassiné en 1963. Elle espère que son travail aidera à renouveler l'histoire de ces nombreux autres crimes toujours non élucidés qui ont émaillé les premiers pas de pays pourtant très différents : Mehdi Ben Barka, Amílcar Cabral, Albert Luthuli… JA

« DÉTRUIRE CES CORPS EST UN GESTE POLITIQUE. LES PUISSANCES COLONIALES VOULAIENT EMPÊCHER TOUTE HÉROÏSATION. »